



# LA LIBERTÉ DE LA PRESSE SOUS PRESSION EN CATALOGNE

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

# LIBERTÉ DE LA PRESSE SOUS PRESSION EN CATALOGNE

Des journalistes locaux ainsi que des correspondants étrangers dénoncent des campagnes de cyber-harcèlement sur les réseaux sociaux et des pressions du gouvernement catalan pour favoriser la propagande pro indépendance.

L'organisation lance un appel pour que les procédures judiciaires ne servent pas à intimider les médias catalans.

« L'escalade de tensions entre les autorités catalanes et le Gouvernement central de Madrid, à propos du référendum unilatéral du 1er octobre, semble avoir atteint un paroxysme en matière d'atteintes à la liberté de la presse en Catalogne. »

Les cas de harcèlement ou de lynchage contre les journalistes ne sont pas la panacée d'idéologies particulières. Dans tous les pays qui nous entourent, y compris l'Espagne, Reporters sans frontières (RSF) reçoit des plaintes pour insultes, intimidations et menaces sur internet contre des professionnels des médias. La «cyber-intimidation» est malheureusement devenue un phénomène commun affectant toutes les tendances politiques. Néanmoins, l'escalade de tensions entre les autorités catalanes et le Gouvernement central de Madrid, à propos du référendum unilatéral du 1<sup>er</sup> octobre, semble avoir atteint un paroxysme en matière d'atteintes à la liberté de la presse en Catalogne.

Suite aux dénonciations de plusieurs journalistes, catalans, espagnols et étrangers concernant des lynchages sur les réseaux sociaux, a priori provoqués et/ou encouragés par les milieux au pouvoir en Catalogne, et face aux pressions réitérées de la part de certains responsables de la communication du gouvernement autonome catalan, RSF a recueilli l'opinion des plaignants, ainsi que celle d'autres professionnels de media non-alignés avec le mouvement indépendantiste. Les plaintes relatives à un cyber-harcèlement et à des pressions venant du pouvoir ont été confortées par des témoignages quasi unanimes et des preuves. Le présent rapport, élaboré tout au long de l'été dernier, est le fruit de ces témoignages. Néanmoins les événements qui ont eu lieu en Catalogne durant la deuxième quinzaine du mois de septembre 2017 ne pouvaient être ignorés dans ce document, prêt à être diffusé avant que ceux-ci n'interviennent. RSF condamne catégoriquement l'utilisation de procédures judiciaires dans le but d'intimider les médias catalans de sensibilité indépendantiste, suite à la décision du Tribunal Constitutionnel qui interdit l'organisation du référendum et la diffusion de toute publicité s'y rapportant.

*«Le climat pour la liberté de la presse est devenu irrespirable en raison de l'extrême polarisation qui divise la politique et la société catalane. La forte volonté du gouvernement de la région d'imposer son discours à la presse locale, espagnole et internationale a franchi la ligne rouge et les manœuvres d'intimidation du gouvernement central espagnol ne sont pas en reste. L'un et l'autre camp devraient comprendre que le meilleur témoignage d'une démocratie saine est une presse libre, dans laquelle les journalistes assument leurs écrits et refusent de s'autocensurer, affirme **Pauline Adès-Mevel**, responsable du bureau Union européenne et Balkans de RSF.*

## La rupture sociale : vers une radicalisation du conflit

L'essor de groupuscules violents d'extrême droite a été l'une des conséquences indésirables, bien que prévisibles, de la radicalisation du conflit catalan. Une radicalisation que les indépendantistes semblaient souhaiter pour capter l'attention internationale et forcer l'ouverture des négociations avec le gouvernement espagnol sur un référendum légal, et qui a provoqué une réaction sévère de l'exécutif de Mariano Rajoy. De nombreuses manifestations et mobilisations ont été le théâtre de violences et de tensions extrêmes, à commencer par le référendum illégal du 1er octobre au cours duquel l'intervention de la police nationale espagnole et de la Guardia Civil a fait des centaines de blessés parmi la population civile, selon des informations confirmées exclusivement par le gouvernement catalan. Parmi les blessés qui ont été frappés à coups de matraque par les forces de l'ordre, RSF a identifié les cas de plusieurs journalistes tels que **Xabi Barrena**, du *Periódico de Catalunya*, qui a reçu plusieurs coups de la part de la Police Nationale, alors qu'il filmait les charges policières à l'école Ramón Llullau centre de Barcelone, ou **Sofía Cabanes**, rédactrice en chef de *NacióDigital* dans la municipalité de Terres de l'Ebre et collaboratrice de l'agence EFE pour la région, qui a été également agressée par des agents de la Guardia Civil lors d'une charge à Sant Carles de la Ràpita (Tarragona).

Le photo reporter **Jason N. Parkinson** a averti le bureau de RSF à Londres qu'il avait été, à plusieurs reprises, frappé à coups de matraques aux jambes par des agents de la police alors qu'il filmait pour l'agence *Verifeye Media* l'expulsion et les charges contre les civils dans l'école San Gervasi à Barcelone.

L'indignation ressentie par les autorités et les partisans indépendantistes à cause de la brutalité des charges policières s'est traduite par deux jours de mobilisation, et un «blocage du pays» (ce ne fut pas une grève à proprement parler) accompagnés d'un niveau de tension extrêmement élevé pour la presse espagnole. Lors de la couverture de ces événements, le journaliste du *Diari de Girona*, Jesús Badenes, a été agressé par un inconnu et a perdu connaissance. Les réprimandes, insultes et agressions subies par les reporters des chaînes de télévision espagnoles sont allées crescendo et ont nécessité dans certains cas, l'intervention de la police pour les protéger. Le célèbre présentateur de l'émission de débats et d'informations politiques "Al Rojo Vivo", sur la chaîne de télévision *La6*, Antonio García Ferreras, raconte comment il a dû quitter le parlement régional avec son équipe, escorté par la police catalane pour ne pas être agressé par un groupe d'indépendantistes qui le menaçaient de mort. Ana Cuesta, également reporter pour *La6* a dû être protégée par la police catalane alors qu'elle couvrait des protestations d'un groupe d'indépendantistes devant l'hôtel où logeaient des policiers espagnols. Son collègue de travail José Yélamo Son collègue José Yélamo, à son tour, a été intimidé et harcelé par la foule au point que David Fernández, un politicien bien connu du parti anticapitaliste CUP, a dû intervenir pour éviter que la situation dégénère.

Les niveaux de crispation inédits et dangereux provoqués par la fracture de la société catalane ont envenimé une atmosphère déjà irrespirable et rendu la tâche des journalistes encore plus difficile. La mobilisation massive dans les rues de ceux que l'on appelait la «majorité silencieuse» le 8 octobre a été le théâtre d'insultes et d'une agression en direct de Laura Catalán, reportrice de *TV3*, la télévision publique catalane et de plusieurs journalistes de la chaîne espagnole *Tele5*. Aux portes de l'Audiencia Nacional pendant la déclaration du chef des Mossos d'Esquadra, Josep Lluís Trapero, un individu s'est emparé du micro de la journaliste de *TV3*, Marta Viladot, pour lui cracher dessus au cri de «je suis catalan et vous me dégoûtez». L'intervention de **Mikel Valls**, journaliste du programme matinal "*Programa de AR*", sur **Tele5** a été interrompue par des manifestants indépendantistes, tandis qu'un autre groupe de manifestants perturbait un autre direct la radio catalane *Catalunya Ràdio* au même moment. Humiliations, insultes, harcèlements et défoulements sur les journalistes, particulièrement ceux des chaînes de télévision présentes sur le terrain : la fureur incontrôlable qui touche les partisans et les détracteurs de l'indépendance est devenue une habitude dangereuse dans la région, transformant ainsi la liberté d'informer en Catalogne en une mission risquée et complexe. Ce climat est inédit en Espagne. RSF rend compte régulièrement des agressions dont elle a connaissance contre la presse en Catalogne et constate, avec inquiétude, la gravité croissante de la situation.

«Les réprimandes, insultes et agressions subies par les reporters des chaînes de télévision espagnoles sont allées crescendo et ont nécessité dans certains cas, l'intervention de la police pour les protéger.»

## Les radios et télévisions publiques remises en question

Une partie de la colère que les civils déchargent sur les télévisions d'Espagne et de Catalogne est due à ce qu'ils considèrent, des deux côtés, qu'il y a une claire manipulation de l'information. Alors que les chaînes privées ont le droit d'adopter la ligne éditoriale qu'elles désirent, RSF a effectivement remarqué un positionnement idéologique clair quant aux informations transmises, aussi bien chez RTVE (Radio Télévision Espagnole), que chez TV3, la télévision publique catalane, et dans les deux cas au profit de leurs gouvernements respectifs central et régional.

Le Conseil des informations de TVE (Télévision Nationale Espagnole), et celui de RNE (Radio Nationale Espagnole), (les organes indépendants de professionnels, qui veillent aux bonnes pratiques journalistiques) ont condamné publiquement la piètre couverture médiatique réalisée, de façon délibérée, par la télévision et la radio publique espagnole du référendum illégal du 1er octobre. Ils ont été jusqu'à demander la démission de la direction des Informations, et à réaliser des manifestations dans les différentes rédactions de ces médias. RSF a soutenu toutes les décisions prises par les Conseils des Informations de RTVE à ce sujet et a regretté qu'il n'existe pas un organe de surveillance aussi actif auprès de la CCMA (Corporació Catalana de Mitjans Audiovisuals), qui regroupe TV3 et *Catalunya Ràdio*.

Le 10 octobre, le jour même où le président du gouvernement de Catalogne, Carles Puigdemont, s'est adressé au parlement régional pour faire une déclaration d'indépendance, les journalistes **Joan López Alegre** et **Ignacio Martín Blanco**, détracteurs habituels de l'indépendantisme dans les tables rondes et débats politiques de TV3 et *Catalunya Ràdio*, communiquaient au quotidien El País leur décision de ne plus collaborer avec ces deux médias. Leur article est un portrait aussi ravageur que triste et révèle l'état de dégradation énorme dont souffre actuellement le libre exercice du journalisme en Catalogne. *«Les collaborateurs habituels des médias catalans que nous sommes représentent aujourd'hui ce qu'on a fini par appeler, avec une certaine ignominie, le «quota unioniste». Nous en sommes donc arrivés à la conclusion que notre présence aux tables rondes de TV3 était contre-productive, puisqu'elle sert surtout d'excuse pour renforcer cet état de fait»* ont affirmé les journalistes.

*«Lorsque la réalité se résume uniquement à la sécession et que l'on en revient toujours à cela dans les débats, la présence d'un seul participant opposé à la thèse de la discussion (...) ne sert qu'à diffuser l'idée qu'il s'agit là d'une position minoritaire, même marginale, dans la société catalane. Dans ces conditions, l'opposant a beau être aguerrri, il devient le collaborateur nécessaire, pour ne pas dire l'indispensable imbécile du projet séparatiste»* ajoutent López Alegre y Martín Blanco qui concluent : *«Nous préférons renoncer à nos émoluments, plutôt que de continuer à supporter l'usure émotionnelle qu'implique la participation à ce cirque de la haine envers l'Espagne, sans compter la charge émotionnelle provoquée par la pensée que notre présence rendrait tout cela légitime.»*

Le journalisme ne sort pas indemne de la très grave fracture sociale qui touche la politique et la société catalane, au contraire, il se révèle être la victime directe et collatérale de toutes les tensions qui en ressortent. RSF veut croire que ce climat d'énorme tension qui s'est installé dans la région finira par s'apaiser et qu'il soit possible de revenir à un environnement respectueux où les journalistes ont le droit d'informer et où les citoyens ont le droit d'être informés.

## Un mouvement très actif sur Internet

Le «processus» vers l'indépendance pour la souveraineté de la Catalogne a reçu, depuis ses débuts, un appui particulièrement notable sur les réseaux sociaux. Les informations sur son évolution sont suivies de près par un bon nombre d'utilisateurs, très actifs, qui se montrent particulièrement scrupuleux quant aux articles que les correspondants étrangers en Espagne écrivent sur ce sujet. «El món ens mira» (le monde nous regarde) est l'un des slogans qui demeure associé au mouvement indépendantiste, sachant parfaitement que l'appui international est la clé du succès de sa cause. Les informations relatives à la Catalogne suscitent un énorme intérêt et ont une grande répercussion. «Elles sont presque toujours amplifiées, explique **Mathieu de Taillac** correspondant à Madrid pour le quotidien français *Le Figaro*. Sur les réseaux sociaux, spécialement sur Twitter, dès que nous écrivons quelque chose sur le sujet, nous savons que nous allons être pris à partie d'une façon ou d'une autre, puisque cela crée des susceptibilités. Parfois c'est un peu obsédant» ajoute-t-il.

Quoiqu'ils écrivent, l'impression d'être observés à la loupe, tant par les suiveurs que par les leaders du mouvement indépendantiste, et que (si les informations ne plaisent pas) elles vont être ignorées ou utilisées (si elles plaisent) pour magnifier le «processus», est quasi généralisée parmi les correspondants. «Ils sont attentifs à tout ce qui est publié. Je pense que c'est leur manière de tirer profit de la communication pour avoir plus de poids dans le débat» affirme **Elise Gazengel**, collaboratrice à Barcelone de la chaîne publique française France 2 et du quotidien numérique espagnol CTXT.

**Julia Macher**, correspondante de plusieurs médias allemands à Barcelone, corrobore cet intérêt démesuré. «Oui, j'ai l'impression que le mouvement indépendantiste s'intéresse étroitement, et de façon organisée, à ce que nous faisons. On observe, on évalue nos articles très souvent, qui font l'objet de commentaires incluant des «corrections» (qui parfois sont en décalage avec la thématique traitée). Parmi tous les thèmes que j'aborde, le sujet catalan est sans aucun doute celui qui a le plus de répercussions en Catalogne, bien que dernièrement, le respect de la liberté d'expression en Espagne soit peut-être ce qui m'inquiète le plus» affirme-t-elle, faisant référence à la suspension des démarches liées au référendum unilatéral sur ordre du parquet.

«Sur les réseaux sociaux, tout devient plus agressif et plus désagréable. C'est un peu plus vrai pour l'indépendantisme, parce qu'il s'agit d'un sujet avec une composante émotionnelle et très dépendant de l'écho médiatique qui lui est donné. Un article dans *Le Monde* ne va pas changer les choses en Catalogne. Ce sont les dirigeants et les peuples qui doivent trouver une solution aux problèmes et non la presse», affirme **Henry de Laguérie** correspondant à Barcelone de médias français tels que la chaîne de radio Europe 1 ou le quotidien la Dépêche du Midi.

Suite à la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles, le correspondant en chef à Bruxelles du périodique numérique Politico.eu, **Ryan Heath**, a partagé sur Twitter un article sur les «moments Trump» attendus pour 2017, où les populismes étaient appelés à jouer un rôle important et dans lequel il mentionnait le référendum catalan. Les réactions n'ont pas tardé, et les «trolls» indépendantistes ont entamé une campagne de lynchage contre le journaliste. Il a été également «rappelé à l'ordre» par des députés indépendantistes, ainsi que par celui qui était alors l'attaché de presse d'Arthur Mas, et qui est actuellement responsable de la communication extérieure de la Generalitat, en charge de la presse étrangère, Joan Maria Piqué.



En janvier dernier, un autre collaborateur de Politico.eu, **Tunku Varadarajan**, a écrit un article ayant pour titre «Douze personnages qui vous rendront la vie impossible en 2017». Sa liste comprenait le nom du président de la Generalitat, Carles Puigdemont. De nouveau, la fureur des «cyberhooligans» du processus s'est déchainée. Injures, dénigrements et injures ont inondé le fil twitter de Varadarajan, qui a fini par raconter sa désagréable expérience dans les pages du quotidien ABC. On pouvait lire : « *On se demande bien ce qu'un indien doté d'un passeport britannique et travaillant aux États-Unis connaît de la vieille Europe* ». Autre message : « *Tu agis comme un suppôt, à la solde cette fois, non pas de la Grande Bretagne, mais de l'Espagne. Tu devrais avoir honte !* » (...) « *D'autres m'appelaient le mercenaire au service de l'Espagne, le laquais de la couronne espagnole et le plus drôle est qu'ils remettaient en cause ma légitimité à faire des commentaires sur la Catalogne parce que j'étais supporter du Real Madrid* » explique le collaborateur de Politico.eu, ex correspondant en Espagne de The Times.

## Pressions du gouvernement catalan

En plus du cyber-harcèlement sur les réseaux sociaux, les plaintes des correspondants portent principalement sur le fait que les politiques indépendantistes et les attachés de presse se permettent «d'interpeller», de «corriger» ou de montrer un intérêt excessif à ce qui est publié à l'étranger sur la Catalogne.» *Il est cocasse de constater que le responsable des relations publiques du gouvernement catalan, et ex-attaché de presse d'Arthur Mas, pense se plaindre quotidiennement d'Ada Colau (la maire de Barcelone NDRL) est une bonne stratégie. «Se faire troller» sur Twitter avec des commentaires tels que 'regarde la merde qui est en train de se produire à BCN (Barcelone)' n'est pas vraiment ce que j'attendais de la politique de communication sophistiquée de Junts pel Sí*», écrivait l'année dernière sur Twitter le correspondant du Guardian, **Dan Hancox**, apparemment lasse de la propagande envoyée par le Service de Presse de la Generalitat.



En début d'année dernière, le journaliste d'El País, **Cristian Segura**, a recueilli dans un article les plaintes émises par certains correspondants en poste en Espagne, contrariés par ce qu'ils considéraient comme des «pressions» du gouvernement catalan pour qu'ils dépeignent une image favorable du processus vers l'indépendance. Depuis lors, plusieurs d'entre eux ont partagé leur malaise avec la section de RSF, en plus de leur crainte d'être «lynchés» sur les réseaux sociaux s'ils abordent la question de l'indépendance d'une façon déplaisante pour le pouvoir ou pour les «hooligans» de l'indépendantisme.

**Elise Gazengel** corrobore les pressions propagandistes dénoncées par ses pairs. *«Je remarque une réaction très différente de la part du service de la communication du gouvernement autonome selon que je me présente comme correspondante de France 2 ou comme collaboratrice d'un média espagnol. A titre d'exemple, cela fait six mois que j'attends une interview de l'ex-président de la Generalitat Artur Mas pour CTXT. Si je demande quelque chose pour la télé française, l'intérêt qu'ils portent à ma requête est tout autre,»* se lamente t-elle.

Ce n'est pas la seule correspondante, comme le soulignait ledit article d'El País, qui se débat entre les pressions «enthousiastes» du gouvernement et les pressions négatives des opposants sur les réseaux sociaux. *«Il existe une liste de correspondants sur whatsapp créée par le responsable communication de la Generalitat à travers laquelle on nous communique des informations ou des convocations, ce qui est normal, mais où l'on reçoit également des «recommandations de lecture» d'articles favorables au processus des éclaircissements ou même des corrections qui ont été apportées, explique Elise Gazengel.*

*«Généralement les relations sont professionnelles et cordiales. Je n'ai pas l'impression que les reportages, plutôt critiques, que j'ai publiés aient eu une répercussion directe sur la qualité de mes rapports au niveau institutionnel. Je soulignerai toutefois qu'un représentant institutionnel transmet des directives très claires via des messages sur Whatsapp, où l'on nous recommande des articles et parfois même des «termes appropriés*

à utiliser» (par exemple, bien différencier la police catalane de la police espagnole). J'observe cela avec certaine incrédulité en faisant en sorte de préserver l'intégrité de mon travail » corrobore la correspondante allemande à Barcelone **Julia Macher**.

“En 2015, j'ai subi des attaques de la part de certains officiels haut placés de la Generalitat ou proches de la Generalitat. Pour avoir exprimé certains doutes concernant des sujets ayant trait à l'indépendance ou aux actions du gouvernement catalan, j'ai été critiqué de façon disproportionnée. En général vous êtes dénigré ou montré du doigt. En aucun cas je n'ai reçu d'insultes ou de menaces. Mais cette façon d'être mis au pilori sur les réseaux sociaux est extrêmement désagréable, parce que ces hauts responsables sont suivis par des milliers de personnes qui ensuite vous assaillent. Les commentaires de ceux qui occupent des postes officiels agissent comme des blancs-seings pour des milliers de «trolls» qui se sentent autorisés à vous dénigrer. Je n'attache pas d'importance aux attaques de «trolls», mais les commentaires émanant de gens ayant une responsabilité publique m'inquiètent et je l'ai mal vécu. Néanmoins, je tiens à souligner que ces attaques venaient de personnes très ciblées et n'étaient en aucun cas généralisées” explique **Henry de Laguérie**.

Dans le cas de ce correspondant français comme dans celui de **Julia Macher** ou d'**Elise Gazengel**, il existe une double vulnérabilité qui rend les correspondants plus sensibles aux pressions du pouvoir : tous sont «free-lance» et tous sont basés à Barcelone, ils doivent donc lutter quotidiennement contre ceux dont ils dénoncent le comportement. Les correspondants à Madrid (l'immense majorité) sont moins exposés. “Cela m'a tout de même permis de réfléchir sur mon rôle de journaliste. Les réseaux sociaux encouragent une production infinie d'opinions, et moi, je suis un reporter, je ne suis ni un chroniqueur ni un faiseur d'opinion. Je dois dire également qu'on vit d'autant plus mal ces attaques lorsque l'on est reporter «free-lance», isolé et sans rédaction pour être défendu, explique **Henry de Laguérie**. À un moment donné, lorsque je me suis vraiment senti sans défense, j'en ai informé le consulat français afin de porter à sa connaissance la façon d'agir de certains individus qui sont censés être payés pour nous aider à faire notre travail”, confie t-il.



La police espagnole saisit des urnes électorales dans un bureau de vote à Barcelone

© AFP PHOTO / PAU BARRENA



## Propagande institutionnelle

«RSF considère que le classement des journalistes selon leurs affinités politiques et la création de listes en fonction des prises positions face à une cause est l'apanage des régimes totalitaires et non des systèmes démocratiques.»

RSF a pu vérifier l'exactitude de ces cas extrêmes et fait foi de leur véracité. Joan María Piqué, responsable de la communication externe de la Generalitat a utilisé une liste de correspondants sur Whatsapp pour joindre des articles, conseiller le visionnage de documentaires ou communiquer des informations fortement politisées. «*Au jour d'aujourd'hui, le gouvernement espagnol a annoncé qu'il voulait poursuivre et condamner 72 des 135 membres du parlement de Catalogne, 12 membres du gouvernement catalan, 700 maires et près de 50 000 volontaires. Si ces menaces sont mises à exécution, le gouvernement espagnol dépasserait le nombre de personnes punies suite au coup d'état d'Erdogan*» disait par exemple un de ses messages adressé récemment en espagnol et en anglais aux correspondants.

*J'ai appris à un moment qu'il y avait un projet -heureusement abandonné- de créer un groupe des correspondants «les plus favorables à l'indépendantisme». Je crois qu'il est dangereux de constituer des groupes de journalistes selon leur idéologie et je n'aime pas que les autorités puissent nous coller des étiquettes, par le biais de rapports, en fonction de nos prises de positions»* affirme **Henry de Laguérie** qui fait une révélation fracassante à RSF : «*J'ai eu accès à un document appartenant à l'un des attachés de presse d'un ministère du gouvernement catalan sur lequel figurait la liste de tous les correspondants étrangers en Espagne avec des commentaires du type «très sensible au sujet catalan» ou «très critique à l'égard de l'indépendantisme.»* RSF considère que le classement des journalistes selon leurs affinités politiques et la création de listes en fonction des prises positions face à une cause est l'apanage des régimes totalitaires et non des systèmes démocratiques.

Le correspondant français précise néanmoins que ces attitudes, incompatibles avec la liberté d'information, demeurent des cas ponctuels. «*À plusieurs reprises j'ai pu compter sur un appui public sur les réseaux sociaux, émanant de diverses personnalités favorables à l'indépendantisme qui ne partageaient pas cette façon de faire. Cela me fait penser que le problème n'est pas l'indépendantisme, (même si c'est un sujet très passionnel qui peut provoquer des débats très durs) mais le peu de respect que certains montrent à l'égard du rôle des journalistes. En Espagne, notre rôle n'est pas vraiment respecté. On vous oblige à vous positionner, peut-être parce qu'ici la presse est très politisée, mais je ne vois pas pourquoi je devrais me définir en tant que journaliste,*» explique **Henry de Laguérie**.

## Les correspondants en poste à Bruxelles : l'autre front d'action

Les pressions propagandistes, mais surtout la tactique réitérée consistant à «montrer du doigt» le journaliste afin qu'il soit lynché et harcelé par les «cyber-hooligans» de l'indépendantisme ne s'applique pas seulement aux correspondants étrangers en Espagne. Elle s'étend également à un autre «champ de bataille» plus éloigné géographiquement : Bruxelles. L'idée - défendue de manière répétée par les représentants des différentes instances de l'UE- selon laquelle la Catalogne resterait hors de l'Union européenne après une indépendance éventuelle, est un sujet épineux pour le gouvernement catalan qui, parfois, l'affronte en ayant recours à la vieille technique qui consiste à «tuer le messenger». Les correspondants espagnols à Bruxelles, notamment les Catalans ou ceux qui écrivent pour des médias catalans, sont généralement la cible du courroux du service de communication de la Generalitat lorsqu'ils écrivent des «vérités embarrassantes» pour le processus indépendantiste.

Très récemment, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, s'est prononcé de façon ambiguë sur le fait que l'Union européenne pourrait respecter un «oui» à l'indépendance lors d'un référendum. Bien qu'à plusieurs reprises, l'organe exécutif européen ait expliqué que Jean-Claude Juncker ne faisait pas référence au référendum unilatéral du 1<sup>er</sup> octobre mais à une hypothétique consultation convenue avec l'État espagnol et bien qu'il ait de nouveau affirmé l'engagement de l'UE envers le tribunal constitutionnel, la vague d'interprétations en faveur du «processus» était déjà en marche. Plusieurs membres du gouvernement de Junts Pel Sí, des médias, des faiseurs d'opinion et une armée de suiveurs de l'indépendantisme sur les réseaux sociaux ont célébré le soutien supposé de Jean-Claude Juncker aux résultats du référendum du 1<sup>er</sup> octobre.

Le jour précédent, la Vanguardia avait publié une interview de Jean-Claude Juncker par **Beatriz Navarro**, correspondante du quotidien catalan à Bruxelles. «*Concernant la Catalogne, le congrès et le tribunal constitutionnel auront le dernier mot*» titrait la journaliste en citant le président de la Commission européenne. Le responsable de la communication externe de la Generalitat, Joan Maria Piqué a réagi en interpellant la correspondante via un tweet lapidaire : «*Ce que dit et pense Juncker est en fait ce que Bea Navarro estime qu'il dit et pense.*»



*“Il m’a publiquement prise à partie sur Twitter suite à la polémique générée par les commentaires de Jean-Claude Juncker à propos de l’indépendance de la Catalogne, que certains ont interprétés comme un aval au référendum du 1er octobre et à ses résultats. Le jour précédent, j’avais publié dans la Vanguardia l’interview de Juncker la plus complète et la plus claire qui n’ait jamais donnée sur le sujet catalan, et la position de ce dernier avait été très claire («nous devons tenir compte de ce que diront le tribunal constitutionnel et le congrès concernant la Catalogne»), c’est exactement le contraire de ce qu’affirme l’indépendantisme lorsqu’il interprète les paroles du président de la CE. La confusion qui règne autour des déclarations de Juncker a permis me prendre à partie publiquement et*

de mettre en doute mon professionnalisme vis à vis d'un thème aussi sensible. Je ne compte plus le nombre de réponses que j'ai reçues, certaines blessantes, explique à RSF **Beatriz Navarro** qui souligne toutefois le soutien massif qu'elle a recueilli. "Dans l'ensemble, la réaction des lecteurs, des followers, de mes confrères et de mon employeur a été admirable," ajoute-t-elle.



**Beatriz Navarro** confirme qu'il est particulièrement délicat pour les journalistes d'aborder le sujet catalan sur les réseaux sociaux. "Aussitôt que vous postez un commentaire ou un article, de votre propre cru ou émanant d'un tiers, tout le monde vous tombe dessus, les partisans du mouvement indépendantiste (surtout) et les gens qui sont radicalement contre et qui emploient le même ton désagréable. J'ai été victime de moqueries et de tentatives de dénigrement en tant que professionnelle, et surtout de commentaires désobligeants, mais sans jamais atteindre le stade de l'intimidation. Si vous êtes sur Twitter ou un autre réseau social, le dialogue avec les lecteurs ou les followers fait partie du contrat, mais cela devrait rester dans les limites de la courtoisie et du respect," raconte-t-elle.

Ce sentiment de la journaliste est partagé par de nombreux confrères à Bruxelles qui lui assurent leur soutien. Certains d'entre eux ont d'ailleurs reçu des remarques de la part du responsable de la communication externe du gouvernement catalan. C'est le cas de **Claudi Pérez**, responsable de la délégation d'El País à Bruxelles.



"Joan María Piqué a fait un commentaire désobligeant à propos d'une chronique dans laquelle j'expliquais la position de Juncker sur le référendum catalan, qui est claire : la

Commission accepterait le résultat du référendum si, et seulement si, ce référendum était légal. La Commission respectera la décision du tribunal constitutionnel et du congrès, et, dans tous les cas, une Catalogne indépendante demeurerait hors de l'UE. Mon opinion personnelle, suite à la phrase ambiguë et sujette à interprétation de Juncker, est que cela avait été une bévue. C'est ainsi que je l'ai écrit après avoir consulté plusieurs sources de son équipe. Dans les jours qui suivirent, deux vice-présidents de la Commission européenne ont confirmé ma version. Mais le commentaire de Piqué, comme cela a déjà été le cas, fut suffisant pour que les attaques redoublent d'intensité. D'autres confrères à Bruxelles ont également été victimes de cette façon de procéder, explique **Claudi Pérez**.

"Lorsqu'on utilise les réseaux sociaux, on doit être prêt à accepter les commentaires des lecteurs, bons ou mauvais. Le problème surgit lorsque les mauvais deviennent désobligeants et qu'ils sont encouragés par une source officielle. Sans arriver au stade de l'intimidation cette avalanche de réponses, très souvent à la limite de l'insulte, rend très difficile le travail du journaliste," ajoute le correspondant d'El País à Bruxelles, également responsable de la délégation du quotidien dans la capitale communautaire. La majorité des correspondants soulignent qu'ils ont également reçu de nombreuses attaques de la part de «trolls» anti-indépendantistes et de followers de l'extrême droite espagnole, même s'ils sont presque tous d'accord pour dire, qu'en règle générale, ceux-ci paraissent moins organisés. "J'ai également reçu des insultes me reprochant d'être une soi-disant française vendue à l'indépendantisme et j'ai été victime, ainsi que d'autres confrères, de gestes menaçants de la part de membres de l'extrême-droite lors des manifestations du 12 octobre 2016 à Barcelone," précise **Elise Gazengel**.

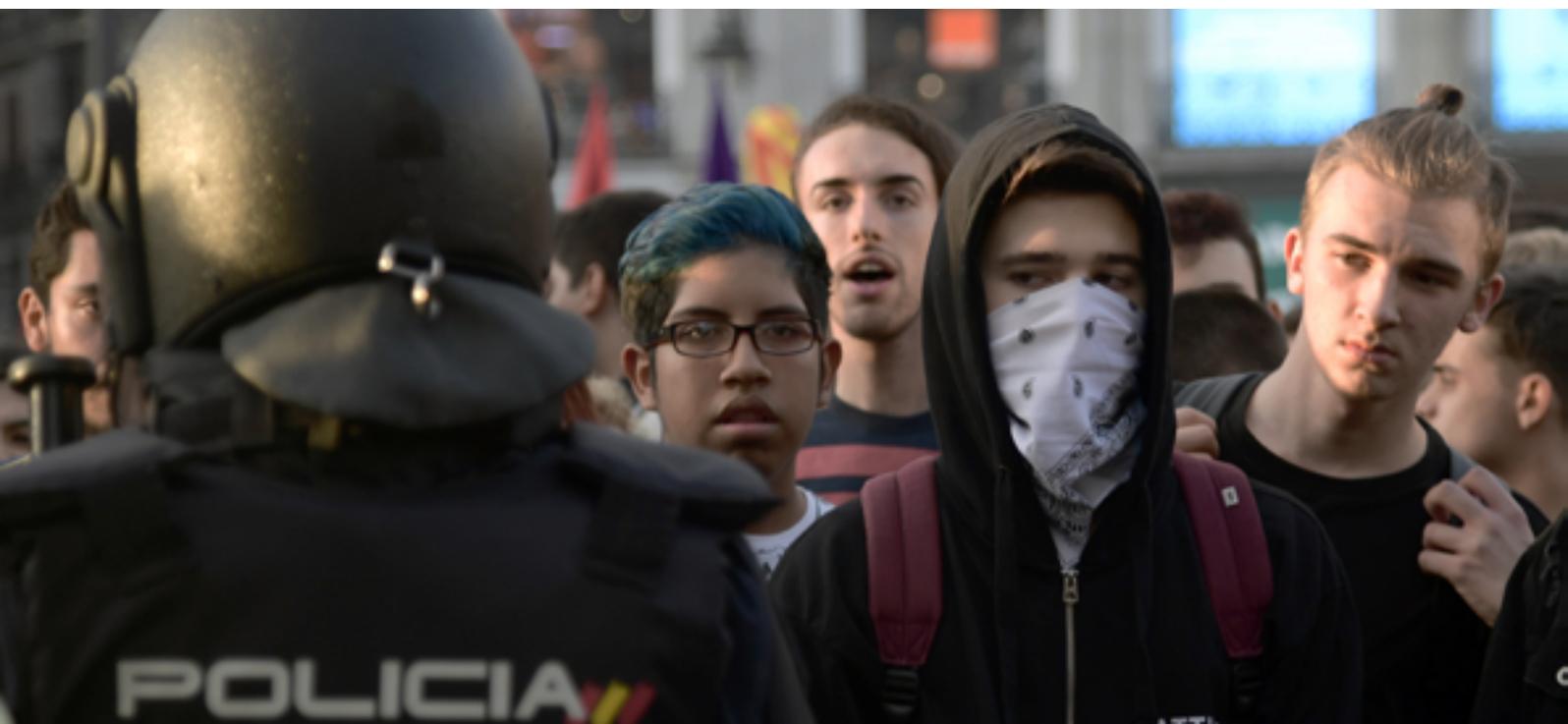
Les correspondants voient un lien entre leur niveau d'activité sur les réseaux sociaux et les pressions qu'ils reçoivent en retour. Martin Tonner, par exemple, correspondant pour le sud de l'Europe du quotidien danois **Berlingske** affirme que le mouvement indépendantiste n'est pas très agressif sur les réseaux sociaux, même s'il reconnaît ne pas y être très actif.

"J'ai effectivement l'impression que le mouvement indépendantiste suit tout cela de très près et de manière très organisée, explique **Julia Macher**. Et en général, que la pression sur les journalistes catalans et espagnols est beaucoup plus forte. A tel point que le terme «neutralité» est devenu un gros mot, ajoute-t-elle. Cette impression semble être partagée par tous les correspondants qui ont contacté RSF. Ils sont unanimes pour dire que ceux qui subissent le plus l'acharnement du «cyber hooliganisme» indépendantiste sur les réseaux sociaux et les pressions politiques institutionnelles sont les journalistes catalans qui travaillent pour des médias qui ne plaident pas en faveur de la souveraineté.

→

Les protestataires faces aux policiers nationaux espagnols pendant une manifestation à Puerta del Sol square

© AFP PHOTO / JAVIER SORIANO



## Le cas des journalistes catalans est probablement le plus préoccupant

Le 25 avril dernier, le journaliste d'El País **Cristian Segura** a publié une information exclusive révélant que le chanteur, Lluís Llach, actuellement député de Junts Pel Sí (l'alliance de partis indépendantistes qui gouverne en Catalogne), avait donné une série de conférences dans lesquelles il avançait que les fonctionnaires qui ne respecteraient pas la nouvelle législation catalane, une fois la Loi de Transition Juridique adoptée, seraient châtiés et que, «nombre d'entre eux souffriraient».

A l'origine, une erreur d'édition, rapidement corrigée, dans la publication de la nouvelle (le journaliste a titré sans guillemets, mais le journal, pensant que c'était une déclaration textuelle, a ajouté les guillemets), a conduit à l'un des plus importants lynchages contre un journaliste sur les réseaux sociaux qu'il ait été donné d'observer récemment par RSF. «La seule chose que je souhaite, c'est d'oublier rapidement les choses qui ont été écrites sur moi», a posté **Cristian Segura**, après avoir reçu de façon ininterrompue, pendant trois jours, des insultes et des dénigrements ainsi que des interpellations de la part de politiques et de journalistes proches de l'indépendantisme.

*«Je ne dramatise pas et j'essaie de ne pas donner trop d'importance à ces réactions, dans le sens où les réseaux sociaux sont une espèce de décharge à émotions. Lorsqu'il s'agit d'une question aussi passionnelle que le sentiment national, la condition humaine veut que le sang de certains ne fasse qu'un tour»,* affirme le journaliste.



Néanmoins **Cristian Segura** reconnaît que cette situation l'a personnellement touché. *“J'ai dû à prendre quelques antidépresseurs et il est vrai que certains membres de ma famille ne peuvent contenir leurs larmes devant leur incompréhension face à ces saletés écrites sur moi. Je sens un ras-le-bol général et une forte envie que tout cela finisse pour pouvoir changer d'air, confie-t-il à RSF. Bien qu'il ait désactivé les notifications sur Twitter, il reçoit des injures presque tous les jours. Mon profil peut être souvent provocateur -sans jamais manquer de respect, ni montrer personne du doigt- et afficher des notes ironiques, j'imagine donc que ceux qui manquent de réflexion ou qui considèrent que l'indépendance est un objectif essentiel dans leur vie, puissent vous sauter à la gorge,”* explique-t-il.



S'il est vrai que l'interpellation et le harcèlement sur les réseaux sociaux touchent toutes les tendances idéologiques et tous les partis politiques, Reporters sans frontières considère que cela est d'autant plus grave lorsqu'ils proviennent de sphères proches du pouvoir puisque leur impact est bien plus fort en termes d'auto-censure et d'intimidation. **Cristian Segura** a été interpellé par des journalistes, par le directeur d'un média numérique à forte tendance indépendantiste et par des personnalités politiques. Quim Arrufat, dirigeant reconnu de la CUP, le groupe de gauche anticapitaliste, l'a accusé d'avoir manipulé l'information et d'avoir «semé la haine», alors que Jaume Asens, membre du conseil municipal de Barcelone a accusé *El País* de manipulation grossière, dans le but de provoquer le lynchage de Lluís Llach. La vidéo de Llach, où on le voit prononcer mot pour mot les paroles retranscrites par **Cristian Segura** dans son article, n'a pas suffi à faire cesser les insultes sur les réseaux sociaux ou à faire en sorte que les politiques reviennent sur leurs déclarations.

*“Les menaces de ce type, je les compte sur les doigts de la main, mais la dernière provenait de l'un des collaborateurs d'un journal numérique qui a écrit sur Twitter qu'après l'indépendance, je n'aurai plus de travail, dit le journaliste. Le mouvement indépendantiste est beaucoup plus agressif que les autres, parce qu'il se base sur l'un des sentiments les plus dangereux qui existent : le sentiment national. La gauche alternative peut également être agressive, vu qu'elle a un point commun avec l'indépendantisme : tous deux ont la sensation qu'ils ont un rôle historique à jouer et cela attise de nombreuses passions”,* ajoute-t-il.

## Un mouvement structuré ?

La tendance des nationalistes habitués à proférer des insultes quand ils considèrent qu'il y a eu outrage à la patrie et/ou à ses représentants est déjà connue des journalistes catalans comme «els hiperventilats», c'est-à-dire les «hyper-ventilés.» *“Ils s'affichent souvent sur mon mur de Facebook et se défoulent au moyen d'insultes variées”* explique **Siscu Baiges**, journaliste spécialisé dans les sujets sur la solidarité, collaborateur à El diario.es, professeur d'Université et membre d'une ONG active dans le domaine de la communication. *Il est fréquent de voir des personnalités officielles du gouvernement catalan, des organismes qui lui sont proches ou qui reçoivent les subventions visiter ma page sur Facebook pour m'incriminer au sujet de mes critiques du «procès», en utilisant l'argument classique : «je ne m'attendais pas à ça de ta part», assure Siscu Baiges, qui préfère minimiser le danger d'être stigmatisé. Je n'ai jamais été invité à un débat télévisé ou à la radio publique de Catalogne, et ça ne me dérangerait pas que ça continue comme ça,”* ajoute-t-il.

**Siscu Baiges** partage le sentiment avec d'autres journalistes locaux et correspondants étrangers que le mouvement de «cyber hooliganisme» indépendantiste est organisé. *«Le mouvement dispose d'une «armée d'hyper-ventilés», qui n'est autre qu'un appareil dirigé par le gouvernement catalan pour intervenir, à chaque instant, dans les bagarres qui les intéressent le plus. Je crois réellement qu'ils distribuent des consignes et même du matériel pour tirer le maximum de profit des causes pour lesquelles ils se battent. Ce que j'ignore, c'est la distance qui existe entre ce borbier et les dirigeants du mouvement;”* affirme, catégorique, le journaliste.

**Siscu Baiges** n'est pas seul à croire que derrière les lynchages sur Twitter, les «hyper-ventilés» sont à la solde d'une main qui les dirige. Dans un article publié en février dernier, le journaliste d'investigation d'El País **Oriol Güell** a démontré comment, grâce à seulement quelques comptes liés au PDCAT (formation de la droite catalane héritière de CiU), un «tsunami» a été déchaîné pour discréditer la maire Ada Colau, en raison de l'installation, sur la place d'El Fossar de Les Moreres (qui rend hommage à ceux qui sont tombés lors de la guerre de Succession), d'une exposition qu'ils considéraient indigne de cet emplacement. En à peine cinq heures de harcèlement sur Twitter, ils ont réussi à faire en sorte que la mairie démonte ladite exposition. Une enquête concernant le trafic des données sur le réseau, faite par une entreprise spécialisée, révèle comment seulement trois personnes, appuyées par une douzaine de comptes anonymes (connues sous le nom de «trolls»), quelques militants du parti et des faiseurs d'opinion influents, ont mis en marche une tempête parfaitement orchestrée qui a fini par générer 19 000 messages sur le réseau et obtenir plus de 39 millions d'impacts potentiels. Le chiffre réel fut en réalité bien supérieur puisque l'étude ne tient compte que des messages qui contiennent le mot «Fossar», nous révèle **Oriol Güell** dans son article. Comme il fallait s'y attendre, cette révélation lui a valu, à son tour, les foudres des harceleurs. Et, pour le coup, il n'a pas été le seul à essayer leurs flèches, qui se sont également retournées contre sa compagne.

## Les interpellations d'en haut provoquent les lynchages d'en bas.

Les journalistes les plus expérimentés tentent de relativiser les assauts des «trolls»... *“Toute cette histoire de hooliganisme identitaire... C'est bien parce que je suis déjà âgé ... Parce que si j'avais été plus jeune, je serais déjà mort,”* plaisante **Guillem Martínez**, journaliste confirmé, scénariste, écrivain et actuellement rédacteur en chef du quotidien numérique CTXT. **Guillem Martínez** est un expert dans l'art de raconter l'actualité du «processus» avec un style sarcastique agrémenté d'une touche surréaliste qui lui a valu des cohortes de fans et, logiquement, de détracteurs.



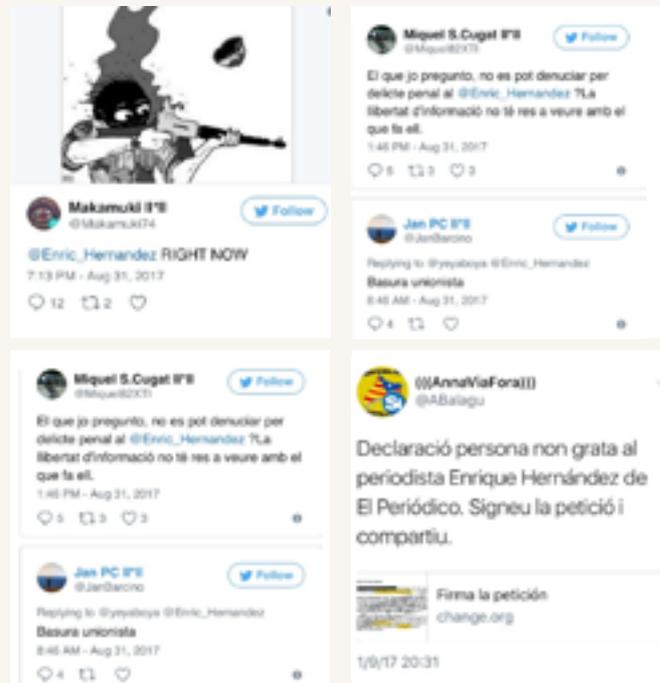
*“Je n'identifiais pas ceux qui sont à l'origine de tout ce bruit avec le mouvement indépendantiste, qui est beaucoup plus large et varié. Ils s'assimilent plutôt à un public engagé dans la défense du gouvernement. Je les qualifierais de «Processistes» car le tempo et les sujets de leur vociférations sont en phase avec ceux du gouvernement catalan”* assure-t-il.

Lorsqu'au début du mois de juin, la Generalitat a convoqué la presse afin d'annoncer, fait important, que le référendum unilatéral aurait lieu le premier octobre, **Guillem Martínez** n'a reçu ni invitation, ni accréditation. Son journal a alors demandé des explications au service de communication du gouvernement autonome et celui-ci a répondu à CTXT qu'il s'agissait d'un acte d'information et que, par conséquent *«les journalistes faiseurs d'opinion n'étaient pas conviés»*. Devant le tollé créé par cet incident auprès de ses confrères - *“j'ai d'abord été appuyé par les correspondants étrangers”* précise-t-il. Le gouvernement a fini par lui envoyer une accréditation, mais qui a été communiquée tardivement à CTXT et non pas à lui personnellement. En conséquence il n'a donc pas pu en être informé à temps pour assister à l'événement. *“Affirmer que je ne suis pas un journaliste mais un faiseur d'opinion - puisque je n'ai pas la même opinion que la Generalitat, j'imagine - est assez exotique et s'est traduit par une infinité de messages insultants et, une fois de plus, par des agissements dignes de l'extrême droite européenne. À cette occasion, j'ai effectivement reçu des menaces personnelles,”* explique-t-il.



“Tout ce qui se passe aujourd'hui en Catalogne me rappelle les années Aznar et tout ce que j'ai vécu durant la dernière grande vague nationaliste de propagande espagnole. Tout le monde, et surtout les professionnels, prenaient conscience que l'Espagne était en pleine croisade contre le mal et que les médias faisaient partie de cette croisade. Vous étiez dans le camp adverse lorsque l'on considérait que vos messages n'allaient pas suffisamment dans le sens du gouvernement. À cette époque, comme les réseaux n'existaient pas, les pressions se faisaient par téléphone, par lettre ou par courriel. J'ai reçu une menace de mort, tout comme maintenant en Catalogne. Écrire dans ces conditions n'est pas vraiment réjouissant” ajoute-t-il.

Plus la répercussion de l'événement qui secoue la société catalane est importante, plus les affrontements qui découlent du traitement que les journalistes en ont fait sont violents. Après les attentats de Barcelone et de Cambrils, le 17 août, *El Periódico de Catalunya* a révélé que la CIA avait prévenu, des mois auparavant, les Mossos d'Esquadra (police catalane) d'un possible attentat de Daesh sur Las Ramblas. A l'instant même, une armée de tweeters et de personnes politiques indépendantistes ont entamé une énorme campagne de harcèlement contre le directeur du journal, **Enric Hernández**, une attitude que RSF a récemment condamnée. Le coup fatal a été donné lors de la conférence de presse du ministre de l'Intérieur du gouvernement catalan, Joaquim Forn et du chef des Mossos d'Esquadra, Josep Lluís Trapero où régnait un climat d'intimidation effarant et où, bien qu'ils aient reconnu la véracité de l'alerte, en faisant toutefois part de leur désaccord quant à la source qui l'avait lancée, ils se sont directement adressés, sur un ton qui se voulait intimidant, au directeur du journal et au journaliste **Luis Mauri**, présents dans la salle. RSF considère qu'il est difficilement admissible qu'un fonctionnaire public, censé faire preuve d'une neutralité absolue envers la presse, interpelle publiquement des journalistes, à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'un haut fonctionnaire de police.



Depuis lors, le directeur d'*El Periódico* n'a pas cessé de recevoir des menaces (dont des menaces de mort) et a été victime de campagnes sur change.org, comportant son nom «espagnolisé» afin de le déclarer persona non grata. Des demandes ont été envoyées sur Twitter pour que son compte soit supprimé, des pétitions émanant de particuliers, des faiseurs d'opinion et même d'un groupe politique municipal tel que Esquerra Republicana de Catalunya, ont appelé à ce que les lecteurs résilient leurs



→  
Des policiers espagnols saisissent des urnes électorales  
dans un bureau de vote à Barcelone

© AFP PHOTO / PAU BARRENA

abonnements au journal. **Enric Hernández** s'est défendu contre toute cette persécution dans un article du quotidien où il revient sur les révélations qu'il a publiées et ce "malgré les campagnes de dénigrement, les tentatives de boycott, les menaces dont il est l'objet."

"Nous ne pensons pas que les journalistes aient un statut tel qu'on ne pourrait pas les interpeller sur les réseaux au nom d'une quelconque grandeur corporatiste. Nous savons également que le «cyber-hooliganisme de base» contre la presse existe, quel que soit le pays, et qu'il est présent dans tous les partis et toutes les idéologies. Néanmoins RSF lui prête une attention toute particulière et s'inquiète plus encore de ses conséquences lorsqu'il émane des sphères du pouvoir. Lorsqu'une personnalité politique, qui plus est proche du pouvoir, interpelle directement un journaliste, elle lance contre lui, volontairement ou pas, une cohorte de détracteurs, et fait en sorte que le journaliste, inévitablement, ait la sensation qu'il vaudrait peut-être mieux pour lui qu'il se taise. L'impact du cyber-harcèlement en termes de peur des représailles dans la vie professionnelle est beaucoup plus important lorsqu'il provient des structures du pouvoir. C'est quelque chose qui doit être condamné dans une société démocratique » affirme **Pauline Adès-Mevel**, responsable du bureau UE et Balkans de RSF.

## Vers l'autocensure

RSF constate que, dans le monde entier et dans tous les cas, malgré la résilience dont font preuve les journalistes face au harcèlement sur les réseaux ou aux pressions plus ou moins subtiles du pouvoir et de son entourage, ces manœuvres finissent par porter leurs fruits et par atteindre leur objectif, à savoir celui de faire taire les voix dissidentes au moyen d'un outil efficace : l'autocensure. L'ensemble des journalistes ayant participé à ce rapport avouent pratiquer l'autocensure d'une façon ou d'une autre et plusieurs d'entre eux reconnaissent s'être écartés du sujet, avoir envisagé de le faire ou souhaité quitter la Catalogne.

*“J'ai beaucoup hésité avant de publier cet article. Dernièrement j'écris avec la peur au ventre, trop inquiet du qu'en-dira-t-on. L'autocensure est en train de gagner la bataille, cela me fait horreur, écrivait récemment le célèbre reporter **Jordi Évole** dans l'un des articles récents d'*El Periódico de Catalunya*. Il y explique comment, suite à un précédent article sur la politisation des attentats de Barcelone et de Cambrils, il avait été calomnié par un journal numérique à tendance indépendantiste (*El Nacional.cat*) et comment il louait l'attitude du directeur de la publication qui à la demande d'Évole, avait accepté de rétablir la vérité.*

Quelques jours après la publication de cet article, Súmate, l'entité qui regroupe les indépendantistes hispanophones - d'où provient Gabriel Rufián, député ERC à l'Assemblée Catalane - et dont le porte-parole est l'ex député de la CUP Antonio Baños, publiait un tweet malheureux reprenant le modèle d'un avis de recherche où apparaissait le visage d'Évole accompagné du texte suivant : «*Colaborateur “neutre” de Periódico, vu pour la dernière fois sur Twitter*». Devant l'avalanche de critiques contre Súmate, l'entité indépendantiste a retiré le tweet et a présenté ses excuses, en expliquant que son message n'avait pas été correctement compris.



*“Je m'autocensure, ça ne fait aucun doute. Je réfléchis dix fois plus à ce que je vais écrire sur les réseaux sociaux sur un parti s'il est indépendantiste que s'il ne l'est pas. Sur ce plan, ils ont atteint leur but. J'ai limité ma présence sur les réseaux mais je ne les ai pas totalement mis de côté parce que je pense que je suis accroc et parce que cela signifierait une petite défaite personnelle,” reconnaît **Cristian Segura** journaliste à *El País*.*

*“Je suis professeur d'université et membre d'une ONG socialement active dans le monde de la communication. J'ai tendance à me censurer souvent parce que je ne veux pas que ce débat nuise à mon travail ou à mon association” reconnaît également **Siscu Baiges**.*

Afin de préserver ma santé mentale et d'éviter de perdre encore plus de temps là-dessus, je me suis éloignée des réseaux depuis quelques jours, mais j'y retournerai, bien sûr », affirme **Beatriz Navarro**, correspondante de *La Vanguardia* à Bruxelles. « Je ne poste presque plus d'information sur Twitter concernant le sujet catalan, à moins que ce ne soit de première importance, afin d'éviter des commentaires, des corrections et des insultes gratuites, » explique la correspondante de France 2 et collaboratrice de journaux espagnols **Elise Gazengel**.

« Je réfléchis à deux fois avant de faire des commentaires sur une info ou de retweetter ..., j'essaye de ne pas m'autocensurer mais je me rends compte que j'essaye aussi d'être le plus concise possible et parfois, je pense déjà à une stratégie de défense face à d'éventuelles critiques du secteur indépendantiste »

« C'est vrai que sur Twitter je réfléchis à deux fois avant de faire des commentaires sur une info ou de retweetter quelque chose. Dans mes reportages, j'essaye de ne pas m'autocensurer mais je me rends compte que j'essaye aussi d'être le plus concise possible et parfois, je pense déjà à une stratégie de défense face à d'éventuelles critiques du secteur indépendantiste, » admet **Julia Macher**

« Ça irrite, mais on est payés pour ça. Je crois que nous qui défendons la neutralité sur le net et la liberté d'expression devons être tolérants dans certaines limites - des limites très larges - concernant les comportements de ce type sur les réseaux sociaux, » assure le journaliste et écrivain **Guillem Martínez** qui estime que ces « limites très larges » ont été franchies par l'organisation Súmate dans le cas de Jordi Évole, un commentaire de leur part qu'il qualifie de « léger libertinage fasciste ».

« Samedi dernier j'ai essayé d'oublier un peu tout ça et je me suis rendu à la présentation du livre « Cada mesa un Vietnam. Sobre el oficio del periodismo » (Chaque bureau est un Vietnam. Réflexions sur le métier de journaliste), avec **Enric González y Claudi Pérez**. On leur a demandé si le déluge de critiques lancées actuellement sur les réseaux sociaux les inquiétait. Et sur un ton goguenard, après un silence, Enric a répondu que non. Il a ajouté qu'il ne fallait pas prêter attention au grondement du stade et que, nous, les journalistes, devons poursuivre notre chemin sans regarder les gradins. J'ai alors pensé que, malgré le lynchage que nous vivons au quotidien, nous étions peut-être en train de faire toute une montagne des remarques désobligeantes qu'on recevait, concluait **Jordi Évole** dans l'un de ses derniers articles dans *El Periódico*.

« Minimiser le « cyber hooliganisme » en tant que journaliste peut nous mener à un phénomène proche de l'aliénation, comme cela est le cas dans d'autres contextes de pressions et d'abus. Il est vrai que, pour l'instant du moins, nous devons nous en accommoder en le considérant comme une réalité prête à s'imposer et qu'il faut développer les moyens de nous protéger personnellement. Mais, pour notre part, nous traçons deux lignes rouges qu'il ne faut jamais, ni franchir ni normaliser. La première est que le harcèlement vienne du pouvoir ou des milieux qui lui sont proches, et la deuxième est l'autocensure, » affirme **Pauline Adès-Mevel**, responsable du Bureau UE et Balkans de RSF.

## Le symptôme de l'anonymat

Un signe clair que l'autocensure est en train de s'imposer et que la liberté d'information pourrait subir les effets de la tension politique est que certains journalistes préfèrent maintenir leur anonymat lorsqu'on leur demande s'ils souhaitent que RSF transmette leur sentiment et/ou leurs plaintes publiquement.

*“Rien ni personne ne m'empêche de donner mon nom, mais dernièrement toutes nos déclarations et tous nos faits et gestes sont politiquement instrumentalisés en Catalogne, aussi bien d'un côté comme de l'autre. Je ne souhaite donc pas mêler mon identité, ni celle de mon agence, à ces campagnes d'instrumentalisation,”* explique le correspondant d'une importante agence d'information européenne.

*“Je préfère ne pas être cité pour deux raisons : je ne souhaite pas me mettre en avant et je considère vraiment que le harcèlement des «trolls» fait partie des risques du métier. Nous sommes dans l'arène publique et nous, les journalistes, sommes exposés à la critique, affirme un correspondant espagnol à Bruxelles qui néanmoins partage l'opinion de RSF. “De la part des politiques et des organisations indépendantistes, au delà des insultes et des dénigrements directs, j'ai subi ce que j'appelle «l'effet ricochet». Un politique indépendantiste vous retweete ou vous cite, en critiquant votre opinion - d'une façon qui n'est pas nécessairement injurieuse ou insultante, mais qui montre clairement qu'il n'aime pas ce que vous avez dit et qu'il est en total désaccord avec vous - c'est alors que l'on assiste à l'ouverture de la chasse aux sorcières, menée par ses followers qui, eux, vont se montrer insultants. Evidemment je ne peux pas affirmer que les followers du politique en question mènent une action coordonnée, ni que ce dernier cherche à nous intimider, mais je crois que les personnes politiques devraient mieux mesurer les conséquences de leurs actes,”* assure t-il.

« Pour avoir écrit, après les attentats terroristes, qu'il existait des contacts entre la Belgique et les Mossos d'Esquadra concernant l'Imam de Ripoll, ils m'ont traité «d'anti-catalan» et ils ont demandé à mon journal pourquoi ils continuaient à me garder. »

*“Pour avoir écrit, après les attentats terroristes, qu'il existait des contacts entre la Belgique et les Mossos d'Esquadra concernant l'Imam de Ripoll, ils m'ont traité «d'anti-catalan» et ils ont demandé à mon journal pourquoi ils continuaient à me garder. Quelqu'un a retrouvé une vidéo sur un débat auquel j'ai participé il y a quelques années concernant le lancement d'un livre, écrit par une de mes amies, sur le bilinguisme. A ce moment là, j'avais eu des propos d'ailleurs clairement favorables au fait de maîtriser et de parler deux langues, mais aujourd'hui, ils m'accusent d'être contre l'immersion linguistique. Comme mon amie milite au parti Ciudadanos, ils m'accusent de faire de même. Cela n'a jamais été le cas,”* explique le correspondant d'un important journal européen qui préfère garder l'anonymat. *“Je ne veux pas être harcelé davantage, ni être taxé d'anti-catalan parce que je ne le suis pas. Si je reçois plus de pression sur les réseaux, je ne pourrai plus jouer mon rôle de journaliste,”* ajoute-t-il.

## Un climat toxique pour la liberté de la presse

La tension inédite créée par les agissements policiers en Catalogne, destinés à faire respecter la suspension du référendum dictée par le Tribunal Constitutionnel, ainsi que les défis constants que se lancent mutuellement les gouvernements central et catalan, n'ont eu pour autre effet que d'aggraver un climat déjà irrespirable pour la liberté de l'information en Catalogne.

Les mobilisations qui ont eu lieu lors de la deuxième quinzaine de septembre ont été le théâtre de situations désagréables et tendues ainsi que d'atteintes intolérables contre des journalistes qui réalisaient simplement une mission d'information. Cela est surtout vrai pour les reporters des chaînes de télévision espagnoles lors de leurs plateaux en direct. «*Presse espagnole manipulatrice*» scandaient les manifestants en cœur pendant que les journalistes essayaient de faire leurs directs pour leurs programmes d'information dans des conditions très difficiles. À plusieurs reprises des manifestants ont intimidé les reporters, se sont emparés de leurs micros, ont recouvert leur caméra ou les ont houspillés.

Le cas du présentateur et reporter de la chaîne *La Sexta*, **Hilario Pino**, a été l'un des plus parlants, mais ce n'est pas un cas isolé, loin de là.  
[voir la vidéo : [http://www.lasexta.com/noticias/nacional/un-manifestante-pro-referendum-interrumpe-el-directo-de-hilario-pino-arrancandole-el-microfono-de-las-manos\\_2017092059c2b7760cf2fc375537dcb2.html](http://www.lasexta.com/noticias/nacional/un-manifestante-pro-referendum-interrumpe-el-directo-de-hilario-pino-arrancandole-el-microfono-de-las-manos_2017092059c2b7760cf2fc375537dcb2.html)]

Le Conseil des informations de la télévision espagnole (TVE), un organe interne de journalistes qui veille à l'indépendance et aux bonnes pratiques de l'entité, a récemment dénoncé la mauvaise expérience vécue par l'une de ses reporters et le lynchage qui a suivi sur les réseaux sociaux pour réclamer son renvoi.

Les intimidations contre les journalistes des chaînes de télévision ont été nombreuses. Ici, un étudiant faisant partie des manifestants à l'Université de Barcelone explique en détail comment la foule a sifflé et hué une journaliste de la chaîne *La Sexta*, juste avant son apparition en direct, et constatant qu'elle était dans un état de forte nervosité, comment pour saluer son courage et le fait qu'elle avait surmonté sa peur, ils lui avaient confectionné une chanson.

Ci-dessous, quelques exemples des centaines de plateaux en direct réalisés par des reporters de chaînes espagnoles de télévision, dans des conditions contestables :

[https://www.youtube.com/embed/O5M1tni\\_C8s?start=54](https://www.youtube.com/embed/O5M1tni_C8s?start=54)  
[http://www.telecinco.es/elprogramadeanarosa/Boicot-conexiones-AR-Cataluna-manipuladora\\_2\\_2439705057.html](http://www.telecinco.es/elprogramadeanarosa/Boicot-conexiones-AR-Cataluna-manipuladora_2_2439705057.html)  
<http://www.lavanguardia.com/television/20170922/431463980283/uab-manifestacion-referendum-reportera-la-sexta-boig-per-tu.html>  
[http://www.lasexta.com/noticias/nacional/gritos-de-prensa-espanola-manipuladora-dificultan-el-trabajo-de-los-medios-en-el-campus-de-bellaterra\\_2017092159c3b3c80cf201a8c2c4e111.html](http://www.lasexta.com/noticias/nacional/gritos-de-prensa-espanola-manipuladora-dificultan-el-trabajo-de-los-medios-en-el-campus-de-bellaterra_2017092159c3b3c80cf201a8c2c4e111.html)

Une manifestation de l'extrême droite espagnole devant le siège de l'Assemblée Nationale de Catalogne (ANC) a été également particulièrement agressive contre les journalistes présents, comme l'explique la correspondante française **Elise Gazengel**, qui a été menacée par l'un des manifestants. Tous les journalistes catalans sont d'accord pour insister sur l'extrême violence dont font preuve les militants de l'extrême droite espagnole lors des manifestations qu'ils organisent en Catalogne. *“Je connais personnellement des collègues qui ont reçu des menaces de mort et j'ai moi-même été victime d'insultes et de gestes menaçants,”* signale la journaliste française.

*“Les groupes d'extrême droite agissent avec violence dans toute l'Europe, mais il est important que la société civile ne leur emprunte pas ces habitudes autoritaires et qu'elle laisse les journalistes faire leur travail en paix, quel que soit le journal qu'ils représentent. Nous sommes inquiets et choqués de voir des vidéos en provenance de Barcelone où l'on cherche à intimider les reporters de télévision, affirme **Pauline Adès-Mevel**, responsable du bureau UE et Balkans de RSF. Nous lançons un appel aux autorités catalanes pour qu'elles condamnent la stigmatisation de la presse espagnole, considérée responsable d'une situation dont les seuls auteurs sont les politiques appartenant aux deux camps. Pointer du doigt les médias fait écho aux campagnes d'un Donald Trump ou de mouvements réactionnaires,”* conclut-elle.

## RSF DEMANDE QUE LES INTIMIDATIONS ENVERS LES MÉDIAS CATALANS SOIENT ÉVITÉES

Le 15 septembre dernier, plusieurs médias catalans -en majorité numériques- ont reçu la visite d'agents de la Guardia Civil qui ont remis à leurs directeurs respectifs une notification émanant du Tribunal Supérieur de Justice de Catalogne, en vue de les informer que leur responsabilité pénale serait engagée dans le cas où ils diffuseraient une quelconque publicité ou propagande liées au référendum du 1er octobre, suspendu par le Tribunal Constitutionnel. Plusieurs membres de l'organisation armée ont réalisé, en civil, une « tournée » de visites en passant par **Nació Digital**, **El Nacional.cat**, **Vilaweb**, **Racó Català**, **Llibertat.cat** et **El Punt Avui**, qui dans certains cas, sont restées dans les limites d'une simple démarche, mais qui dans d'autres, ont conduit au contrôle d'identité de certains journalistes. Ce fut le cas de Nació Digital : le refus de la directrice du journal de laisser entrer la Guardia Civil dans la rédaction sans mandat de perquisition et les photos que certains journalistes ont prises des agents (de dos et sans intention qu'ils soient reconnus), ont conduit ces derniers à effectuer des contrôles d'identité sur les journalistes présents dans la rédaction. *"Ils n'avaient pas l'air d'être très fiers de ce qu'ils faisaient,"* a déclaré par la suite la rédactrice en chef de Nació Digital Sara González sur la radio RAC1. *"Deux choses les ont agacés : qu'on leur refuse l'entrée à la rédaction et qu'on leur parle de notre droit à diffuser l'information, a-t-elle ajouté. Les agents ont obligé les journalistes à décliner leur identité et ils ont pris des photos de leur cartes d'identité, après avoir précisé qu'ils avaient été pris en photo et en invoquant leur droit à l'intimité.»*

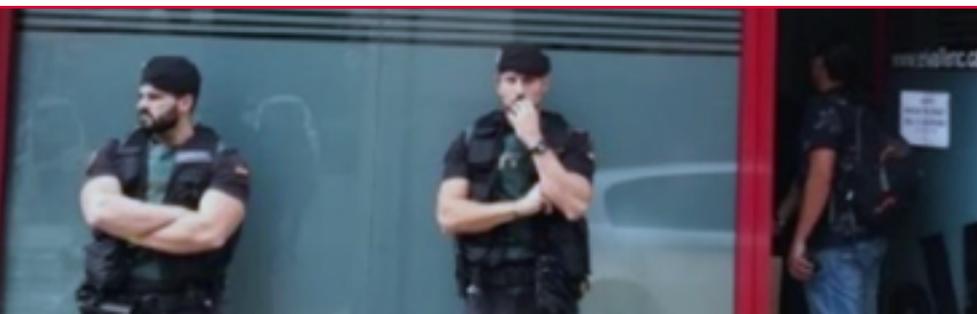


RSF considère que, même si la loi exige la remise de notifications ou de citations de la part des agents, il ne s'en dégage pas moins un relent d'intimidation, si l'on en juge par la simultanéité avec laquelle cette opération a été menée dans tous les médias et par la possibilité que, lors de ces « visites », des sanctions prévues dans la « Ley Mordaza » (la Loi Bâillon) puissent être infligées. Notamment parce que cette dernière interdit de prendre les agents des forces de sécurité en photo, ainsi que tout acte de « désobéissance ».

Des contrôles d'identité aléatoires ont également eu lieu pendant la couverture médiatique de la mobilisation indépendantiste à « El Vallenc », le journal numérique de la municipalité de Valls (Tarragone), dans la rédaction duquel la Guardia Civil est entrée afin de réquisitionner du matériel relatif au référendum. Des événements qui se sont répétés dans des imprimeries perquisitionnées un peu partout en Catalogne.

RSF considère que les forces de police doivent très clairement faire la différence entre les mises en demeure, conformément aux décisions judiciaires, concernant les médias qui font de la publicité ou effectuent des actes de propagande en faveur du référendum, et la persécution de ceux qui le défendent idéologiquement dans leurs lignes éditoriales.

A ce titre, l'organisation fait également part de son inquiétude vis à vis de la manipulation de l'information que des travailleurs du centre territorial de TVE en Catalogne ont dénoncée, en référence à la couverture médiatique des mobilisations qui ont eu lieu devant le ministère de l'Economie de la Generalitat à Barcelone, alors que des officiels de haut rang du gouvernement catalan s'y trouvaient enfermés. RSF dénonce cette information partisane, qui s'ajoute à la centaine de cas similaires signalés à maintes reprises par le Conseil des informations de TVE. Parallèlement, RSF regrette l'absence de contre-pouvoir dans les médias publics catalans, qui pourraient être tout aussi actifs en terme de transparence et d'esprit critique.



**REPORTERS SANS FRONTIÈRES** assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte 5 bureaux à l'international (Rio, Londres, Tunis, Washington DC, Bruxelles) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Secrétaire général : **CHRISTOPHE DELOIRE**

**Secrétariat international**  
**CS 90247**  
**75083 Paris Cedex 02**  
**Tel. +33 1 44 83 84 84**  
**Web : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)**

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
**POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION**